

PAUSE-CAFÉ

Le jour d'après

(Suite de la page Une)

Les laudateurs qui tirent profit de cette situation vont nous mener vers un régime inspiré de plus en plus par l'ordre fasciste. Les périls qui montent inquiètent à juste titre la presse mondiale et Barack Obama. Ce n'est pas rien.

Depuis 1999, nous sommes presque seuls à dire que ça ne va pas dans le sens du développement réel de notre pays et de l'émancipation de son peuple. Depuis 1999, nous n'avons pas cessé de hurler au pouvoir personnel qui se transforme peu à peu en culte de la personnalité. Depuis 1999, nous manifestons quotidiennement notre inquiétude de voir l'Etat se privatiser au profit d'un clan qui décide de tout !

Depuis 1999, nous disons que les choix économiques sont mauvais et que l'ultralibéralisme style Temmar and Co ne donnera que ruine, désolation et détournement des biens publics au profit de groupes occultes.

Aujourd'hui, nous sommes heureux de voir que cette presse internationale qui nous inondait d'articles fort élogieux et parfois tendancieux sur le «miracle algérien» et les «prouesses de l'économie algérienne», s'aligne sur nos positions et regarde enfin, avec les yeux de l'objectivité, la situation déplorable du peuple algérien empêtré dans des conditions de vie pénibles.

Nous sommes heureux de constater que la Maison Blanche, débarrassée des lobbies pétroliers qui faisaient de bonnes affaires avec l'Algérie, porte un regard différent sur ces «réalisations démocratiques» qui avaient «impressionné», il y a quelque temps, un sénateur béni-oui-oui américain !

Devant les Algériens sincères, les patriotes authentiques, ceux qui ne veulent pas abdiquer face aux «tsunamis» de la fraude et les excès de la propagande, il ne reste qu'une seule et unique alternative : se rassembler afin de faire avancer le combat pacifique pour le vrai changement démocratique. Malheureusement, les clivages idéologiques, les exclusions partisans, les luttes de leadership empêchent pour le moment ce rassemblement.

Les quelques partis démocratiques et de gauche non encore pollués, les mouvements citoyens, les syndicats libres, la vraie société civile et tous ceux qui se sentent concernés par l'avenir de l'Algérie doivent se rassembler autour d'un programme commun et s'unir derrière des listes collectives pour ne plus faire de la chaise vide la seule politique de l'opposition.

C'est un combat long et pénible. Il faut s'y mettre tout de suite si nous voulons que notre pays échappe à la descente aux enfers. Nous pouvons planter l'espoir dans les têtes et les cœurs de nos enfants. Ils sauront alors que les victoires ne se gagnent pas toujours par les armes et la violence, mais qu'elles se dessinent parfois autour d'une rencontre, qu'elles naissent de concessions réciproques.

Dans les années à venir, le combat sera collectif ou ne le sera pas !

farahmaamar@gmail.com

«De là où je suis, je vois comment tous les canaux officiels et nos officiels, l'administration, les partis, les organisations, les associations, les tribus, les marabouts, les footballeurs, les chanteurs, les danseuses ont été mobilisés ! Jamais, depuis l'indépendance, il n'y a eu autant d'efforts pour pousser les gens à aller voter ! Je crois qu'il faut oublier le taux de participation des dernières législatives. Quant au «Oui» à Bouteflika, attendez-vous à un score à la Bourguiba...»

«Pause-café» du 18 mars 2009

CONJONCTURE DE CRISE MONDIALE

Bouteflika à l'épreuve de la gestion

A peine réélu, le président de la République devra relever un défi majeur : assurer une réelle gouvernance dans le contexte de crise économique mondiale. Ce qui n'est pas évident d'autant que l'aisance financière accumulée durant la décennie écoulée a éclipsé la question de la gestion.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Elu en 1999, reconduit en 2004 et réélu en 2009, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a lancé, durant ses deux premiers mandats, deux programmes de développement économique financés par les deniers publics.

Durant le premier mandat, un plan triennal de soutien à la relance économique (PSRE) avait été lancé pour la période 2001-2004 et doté d'une enveloppe budgétaire de l'ordre de 7 milliards de dollars. A l'issue de ce plan aux résultats quelque peu mitigés, un programme complémentaire de soutien à la relance économique (PCSRE) a été impulsé entre 2005 et 2009.

Pour ce second programme, une enveloppe budgétaire initiale de 55 milliards de dollars avait été allouée avant d'être revue progressivement à la hausse pour atteindre les 150 milliards de dollars. Une réévaluation rendue possible par l'amélioration des revenus générés par l'exportation des hydrocarbures.

En effet, les cours du pétrole ont observé une tendance haussière durant la période 2001-2008, atteignant une moyenne annuelle de 40 à 50 dollars le baril avant le pic à 147 dollars en 2008. Une flambée des cours qui a permis à

notre pays, exportateur de pétrole, d'engranger d'importantes recettes (54 milliards de dollars en 2007 et près de 80 milliards de dollars en 2008). Mais aussi de voir ses réserves internationales accroître jusqu'à 140 milliards de dollars et ses disponibilités internes s'accumuler avec un stock équivalent à 55 milliards de dollars entreposés dans un Fonds de régulation des recettes (FRR).

Des disponibilités financières qui ont permis de financer une bonne partie de ces deux plans de développement, de voir l'endettement extérieur se réduire comme une peau de chagrin (de plus de 30 milliards de dollars, la dette externe ne dépasse pas les 4 milliards de dollars), et sur lesquelles le gouvernement table pour assurer le financement d'un troisième programme. En effet, alors que le PCSRE n'a pas encore abouti, le chef de l'Etat a lancé, avant même sa réélection, l'option d'un programme quinquennal 2010-2015.

Une option réalisable financièrement, assure l'établissement dirigeant, arguant une gestion financière prudente, mais que la dégringolade des cours du pétrole rend quelque peu aléatoire. Or, l'aisance financière accumulée a servi au financement des deux précédents programmes, l'Etat ayant dépensé notamment dans le

développement infrastructurel, mais elle a, cependant, constitué un leurre et éclipsé la question de la gestion et surtout de la gestion efficace.

Au-delà des facteurs externes (pluviométrie et fluctuation des cours du pétrole) qui ont impacté sur le développement agricole et les revenus extérieurs, ce sont surtout les errements bureaucratiques, l'inefficacité de l'encadrement managérial, les incohérences et l'absence de lisibilité et de visibilité de la politique économique, l'absence d'une vision économique et politique claire, sur le moyen et le long terme, qui ont marqué la décennie écoulée du sceau de la non gestion.

Fi de toute rhétorique ou expertise conformiste ou complaisante. Censés gérer efficacement cette manne, sur la base d'une vision claire, des objectifs définis et des moyens précis, les managers économiques (gouvernement, administration, patrons d'entreprises publiques et même privées) en ont pourtant manqué.

En d'autres termes, la gestion économique, et partant la politique économique, défaille même avec des cours du pétrole élevés, sera-t-elle différente avec des cours qui peinent à se stabiliser du fait de la crise économique mondiale ?

Pour le président réélu, le défi majeur à relever reste à assurer une réelle gouvernance financière avec des cours du pétrole au mieux à 50 dollars, au pire à 30 dollars si la récession économique mondiale perdure. Car il ne suffit pas seule-

ment de mettre en avant le principe de prudence (élaboration des lois de finances sur la base d'un prix fiscal de 19 dollars, placement sécurisé et diversifié des réserves internationales, recours potentiel aux disponibilités du FRR...) et de mettre en branle une réforme budgétaire censée être plus efficiente mais que d'aucuns comparent déjà à l'Arlésienne.

Il s'agit plutôt, pour le chef de l'Etat, hors toute considération de «continuité», de définir une vision et une politique économique, nonobstant ses engagements annoncés quant à la création de trois millions d'emplois, la revalorisation salariale et l'impulsion de ce troisième plan de développement.

Il reviendra au chef de l'Etat de revoir l'encadrement tant gouvernemental qu'administratif pour assurer la réalisation de cette politique.

Défi crucial, il faudra gérer et mieux gérer l'utilisation des revenus d'exportation, de plus en plus moindres, sans céder aux errements bureaucratiques, rentiers et autres attermolements. Il s'avère aussi vital de passer aux actes en matière de promotion d'une économie moins vulnérable aux fluctuations des cours de l'or noir, d'une économie fondée sur la connaissance et d'une économie où le capital humain compte davantage.

En somme, le troisième quinquennat présidentiel sera-t-il le mandat de la gouvernance retrouvée et de la bonne gestion économique et politique ?

C. B.

S'INSCRIVANT DANS UNE DYNAMIQUE D'ALTERNATIVE

Sadi favorable à un rapprochement avec Aït-Ahmed

Estimant que l'après-9 avril amorce un combat alternatif, le président du Rassemblement pour la démocratie (RCD), Saïd Sadi, réitère son appel à une convergence des forces politiques et sociales agissantes. Conséquemment, il réserve un accueil des plus favorables à la volonté de rapprochement exprimée peu de jours avant par Hocine Aït-Ahmed, le président du Front des forces socialistes (FFS). «C'est une excellente initiative. Nous sommes nous-mêmes inscrits dans cette voie. Puisse faire qu'elle se concrétise sur le terrain, qu'elle soit suivie d'effet», a souhaité hier Saïd Sadi, lors d'un point de presse à Alger.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Le président du RCD est convaincu que l'alternative reste possible et qu'il faut la bâtir autour d'un compromis historique qui verrait converger les forces politiques et l'ensemble des segments actifs de la société, la jeunesse notamment. Il croit l'entreprise réalisable autour d'une base minimum de regroupement.

Saïd Sadi pose en fait seulement deux préalables : que cette construction s'opère en dehors des clans qui se disputent la rente et qu'aussi évacuent ceux qui prônent la vio-

lence et ceux qui n'admettent pas le principe de l'alternance.

Autrement dit, évacuées les tentations claniques, l'appel à l'union de Saïd Sadi s'adresse à l'ensemble des forces politiques et sociales sans exclusive, à condition seulement qu'elles refusent la violence et admettent le principe de l'alternance.

Cette dynamique d'union, sinon de rapprochement, avec le FFS notamment, s'est, affirme Saïd Sadi, déjà traduite sur le terrain au moment de la campagne de proximité pour le boycott de l'élection présidentielle. «Cette dynamique a besoin

d'être traduite par une convergence politique au niveau des directions.»

Plainte contre le P/APC d'Alger-Centre

Dans l'après-midi de vendredi, le siège national du RCD, sis à El-Biar, a été pris d'assaut par des dizaines de supporters de Abdelaziz Bouteflika, à leur tête le maire d'Alger-Centre, Tayeb Zitouni.

Saïd Sadi est revenu, hier, lors de sa conférence de presse, sur cette inqualifiable dérive. La scène, filmée par des caméras de surveillances, a été projetée devant la presse. L'on voit en tête du cortège le véhicule du P/APC d'Alger-Centre et également président de campagne à Alger du candidat Bouteflika. Il s'arrête à hauteur du siège et, donc, la procession de véhicules qui le suivait et l'assaut est donné.

«C'est une opération commando menée par le maire d'Alger-Centre entouré d'une escouade de jeunes», a déclaré Saïd Sadi, commentant qu'il «s'agit d'une première application du programme de

Bouteflika». En guise de riposte, le président du RCD a informé qu'il portera plainte devant la justice contre Tayeb Zitouni. Contre ce dernier et contre le chef de l'Etat, le Premier ministre et ceux qui se sont rendus auteurs de propos diffamatoires à l'encontre du parti.

«Dans l'immédiat, le RCD engagera en tant que personne morale toute une série d'actions en justice contre le chef de l'Etat pour avoir violé la loi électorale, notamment en abusant du patrimoine de l'Etat et contre celles et ceux qui l'ont soutenu et qui se sont rendus coupables de discours répréhensibles ou d'actes délictueux à l'instar du Premier ministre, de l'animateur de la radio de Chlef ou du P/APC d'Alger-Centre qui devront répondre de leurs méfaits devant la justice.»

Le leader du RCD a, par ailleurs, signalé une fraude et un bourrage des urnes massifs. Selon lui, quelle que soit la marge d'erreur que l'on se donne, il est impossible d'avoir un taux de participation national supérieur à 25%.

S. A. I.